Commune de Landiras

Procès-verbal du conseil municipal du 14 avril 2025

Le 14 avril 2025 à 19h00, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué en séance ordinaire, se réunit au nombre prescrit par la loi, à la Salle du conseil municipal, sous la présidence de PELLETANT Jean-Marc, Maire.

Présents :

M. PELLETANT Jean-Marc, Maire.

Mmes : BARADUC Line, BOLMONT Florence, D'ISOARD DE CHENERILLES Catherine, DELABARRE-LECOQ Carine, FAUVEL Delphine, LAMY DE LA CHAPELLE Laure, MENERET Valérie, MASSE Adeline (Arrivée à 19h25), VEGA Cécile,

MM : BOURILLON Alexandre, CLERC Jacques, DULOU Jean-Philippe, GIROIRE Alain, JOVER Jean-Marc, MERCIER Nicolas, TRENIT Bruno.

Excusés :

Excusés ayant donné procuration : MASSE Adeline donne pouvoir à DELABARRE-LECOQ Carine

Absents : ANDRE Catherine, PETIT Bernard

Nombres de membres :

- Afférents au conseil municipal : 19
- Présents : 16
- Pouvoirs : 0
- Votants : 17

Date de la convocation : 09/04/2025

Date d'affichage : 09/04/2025

Secrétaire de séance : BARADUC Line

Ordre du jour :

- ↪ Approbation du procès-verbal de la réunion du conseil municipal du 17 décembre 2024
- ↪ Budget Assainissement : Approbation du compte de gestion 2024
- ↪ Budget Assainissement : Approbation du compte administratif 2024
- ↪ Budget Assainissement : Affectation du résultat 2024
- ↪ Budget Assainissement – Vote du budget primitif 2025
- ↪ Budget principal : Approbation du compte de gestion 2024
- ↪ Budget principal : Approbation du compte administratif 2024
- ↪ Budget principal : Affectation du résultat 2024
- ↪ Subventions communales aux associations 2025
- ↪ Attribution d'une subvention exceptionnelle à une association hors commune
- ↪ Attribution d'une subvention au CCAS de Landiras
- ↪ Attribution d'une subvention à la DFCI de Landiras
- ↪ Budget principal – Fiscalité directe locale 2025

- ↳ Mise à jour du tableau des effectifs
- ↳ Budget principal – Vote du budget primitif 2025
- ↳ Sollicitation d'une subvention au titre de la DETR 2025
- ↳ Demande de subvention auprès de la DRAC pour la restauration du vitrail n° 4 de l'Église Saint-Martin
- ↳ Demande de subvention à la CDC Convergence Garonne pour un spectacle dans le cadre des « Scènes d'été 2025 »
- ↳ Reversement du produit de la taxe d'aménagement sur les zones d'activités économiques
- ↳ PLUI - Actualisation du débat sur le projet d'aménagement et de développement durable (PADD)
- ↳ Groupement de commandes pour la préparation et la fourniture de repas au restaurant scolaire et à l'accueil de loisirs
- ↳ Lancement d'une procédure d'appréhension de Biens sans maître
- ↳ Autorisation de signature d'une convention de servitude avec TEREGA
- ↳ Proposition de location d'un terrain communal pour l'installation d'un pylône destiné aux télécommunications
- ↳ Échange de parcelles sans soulte avec Monsieur LAPOUGE
- ↳ Acquisition des parcelles cadastrées B 10, B 11, B 12, B 937 ET D 123
- ↳ Défense de nos traditions suite à la décision de la commission européenne de saisir la cour de justice de l'union européenne d'un recours en manquement contre la France concernant la réglementation de la chasse du pigeon ramier (palombe) au filet
- ↳ Autorisation de signature avec le département de la Gironde d'une convention relative aux missions d'assistance technique apportées pour la gestion des services publics d'eau potable et d'assainissement
- ↳ Questions diverses

**APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 17 DECEMBRE 2024**

Monsieur le Maire rappelle les points étudiés lors de la séance du 17 décembre 2024 et propose d'approuver le procès-verbal.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

APPROUVE le procès-verbal de la séance du 17 décembre 2024.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

Monsieur Le Maire propose l'ajout d'une délibération relative à l'autorisation de signature avec le département de la Gironde d'une convention relative aux missions d'assistance technique apportées pour la gestion des services publics d'eau potable et d'assainissement.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

Réf. 2025001 : BUDGET ASSAINISSEMENT : APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2024

Monsieur le Maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s'être fait présenter le budget primitif 2024 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024, et celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

- 1) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024,
- 2) Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2024 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,
- 3) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

DÉCLARE que le compte de gestion du budget Assainissement dressé pour l'exercice 2024 par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni remarque de sa part.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

Réf. 2025002 : BUDGET ASSAINISSEMENT : APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2024

Après une présentation du compte administratif aux membres du conseil municipal par Madame BARADUC, Monsieur le Maire se retire et le conseil municipal vote l'approbation du compte administratif de l'année 2024,

	Dépenses 2024	Recettes 2024	Résultat de l'exercice 2024	Résultat cumulé de l'exercice 2024
FONCTIONNEMENT	17 133,14 €	126 951,92 €	109 818,78 €	766 982,20 €
INVESTISSEMENT	27 676,60 €	0,00 €	-26 676,00 €	260 814,20 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

APPROUVE le compte administratif de l'exercice 2024.

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et aux fonds de roulement du bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

CHARGE Monsieur le Maire de transmettre la présente délibération à la Sous-Préfecture de Langon ainsi qu'au Receveur Municipal du Service de Gestion comptable de La Réole.

Vote

Pour 16 Contre 0 Abstention 0

Réf. 2025003 : BUDGET ASSAINISSEMENT – AFFECTATION DU RESULTAT 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2311-5, R.2311-11 et R.2311-12,

Après avoir entendu et approuvé en date du 14/04/2025 le compte administratif de l'exercice 2024, Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2024, Constatant que le compte administratif de l'année 2024 présente les résultats suivants :

Section de fonctionnement : un excédent de fonctionnement cumulé de 766 982,20 €

Section d'investissement : un excédent d'investissement cumulé de 260 814,20 €

Solde des restes à réaliser d'investissement : 0 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

DÉCIDE d'affecter le résultat excédentaire de fonctionnement à la ligne 002 Résultat de fonctionnement reporté pour un montant de 766 982,20 €.

DÉCIDE d'affecter le résultat excédentaire d'investissement à la ligne 001 Solde d'exécution d'investissement reporté pour un montant de 260 814,20 €.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

Réf. 2025004 : BUDGET ASSAINISSEMENT – VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction comptable M49 applicable aux services publics d'assainissement et de distribution d'eau potable,

Vu l'avis de la commissions Finances du 07 avril 2025,

Vu la délibération n°2025002 en date du 14 avril 2025 adoptant le compte administratif de l'année 2024,

Vu la délibération n°2025003 en date du 14 avril 2025 approuvant l'affectation des résultats 2024,

Madame BARADUC présente au conseil municipal le budget primitif Assainissement 2025.

Il est proposé de voter le budget par chapitre en fonctionnement et par opérations en investissement.

Le budget primitif Assainissement 2025 s'équilibre comme suit :

- FONCTIONNEMENT : 966 983,00 €

- INVESTISSEMENT : 1 025 797 €

<u>FONCTIONNEMENT DEPENSES</u>	<u>BP 2025</u>
CHAPITRE 011 : CHARGES A CARACTERE GENERAL	62 000,20 €
CHAPITRE 012 : CHARGES DE PERSONNEL	100 000,00€
CHAPITRE 023 : VIREMENT A LA SECTION D'INV.	664 982,80 €
CHAPITRE 042 : OPERATIONS D'ORDRE ENTRE SEC.	100 000,00 €
CHAPITRE 65 : AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	8 000,00 €
CHAPITRE 66 : CHARGES FINANCIERES	10 000,00 €
CHAPITRE 67 : CHARGES EXCEPTIONNELLES	20 000,00 €
CHAPITRE 68 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	2 000,00 €
TOTAL	966 983,00 €

<u>FONCTIONNEMENT RECETTES</u>	<u>BP 2025</u>
CHAPITRE 002 : RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE	766 982,00 €
CHAPITRE 042 : OPERATIONS D'ORDRE ENTRE SEC.	100 000,00 €
CHAPITRE 70 : PRODUITS DE SERVICES	100 000,80 €
TOTAL	966 983,00 €

<u>INVESTISSEMENT DEPENSES</u>	<u>BP 2025</u>
OPFI : OPERATION FINANCIERE	105 000,00 €
OP. 53 : ACHAT MATERIEL POUR ENTRETIEN STATION	100 000,00 €
OP. 54 : DIVERS RESEAUX ASSAINISSEMENT	200 000,00 €
OP. 56 : FUTUR RESEAU D'ASSAINISSEMENT	620 797,80 €
TOTAL	1 025 797,00 €

<u>INVESTISSEMENT RECETTES</u>	<u>BP 2025</u>
OPFI : OPERATION FINANCIERE	1 025 797,00 €
TOTAL	1 025 797,00 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

APPROUVE le budget primitif Assainissement 2025.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

Réf. 2025005 : BUDGET PRINCIPAL : APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2024

Monsieur le Maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s'être fait présenter le budget primitif 2024 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024, et celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

- 1) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024,
- 2) Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2024 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,
- 3) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

DECLARE que le compte de gestion du budget communal dressé pour l'exercice 2024 par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni remarque de sa part.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

Arrivée de Madame MASSE à 19h25.

Réf. 2025006 : BUDGET PRINCIPAL : APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2024

Après une présentation du compte administratif aux membres du conseil municipal par Madame BARADUC, Monsieur le Maire se retire et le conseil municipal vote l'approbation du compte administratif de l'année 2024,

	Dépenses 2024	Recettes 2024	Résultat de l'exercice 2024	Résultat cumulé de l'exercice 2024
FONCTIONNEMENT	2 067 099,84 €	2 389 317,77 €	322 217,93 €	1 555 693,43 €
INVESTISSEMENT	1 437 096,44 €	1 013 787,12 €	-423 309,32 €	-833 628,87 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

APPROUVE le compte administratif de l'exercice 2024.

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et aux fonds de roulement du bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

CHARGE Monsieur le Maire de transmettre la présente délibération à la Sous-Préfecture de Langon ainsi qu'au Receveur Municipal de la Trésorerie de La Réole.

Vote

Pour 16 Contre 0 Abstention 0

Réf. 2025007 : BUDGET PRINCIPAL – AFFECTATION DU RESULTAT 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2311-5, R.2311-11 et R.2311-12,

Après avoir entendu et approuvé en date du 14/04/2025 le compte administratif de l'exercice 2024,

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2024,

Constatant que le compte administratif de l'année 2024 présente les résultats suivants :

Section de fonctionnement : un excédent de fonctionnement cumulé de 2 088 518,04 €

Section d'investissement : un déficit d'investissement cumulé de 833 628,87 €

Solde des restes à réaliser d'investissement : -51 619,32€

Besoin de financement de la section d'investissement : 885 248,19 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

DECIDE d'affecter au compte 1068 une part du résultat excédentaire de fonctionnement pour un montant de 885 248,19 €.

DECIDE d'affecter le résultat excédentaire de fonctionnement à la ligne 002 Résultat de fonctionnement reporté pour un montant de 670 445,24 €.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

Réf. 2025008 : SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS 2025

Vu la commission Vie associative en date du 25 mars 2025,

Vu la commission Finances en date du 07 avril 2025,

Considérant les éléments financiers transmis par les associations,

Madame MENERET, adjointe en charge des associations, propose d'attribuer des subventions aux associations suivantes :

	Proposé 2025
ADELFA (Défense contre les fléaux atmosphérique)	200,00 €
AMICALE SAPEURS POMPIERS CABANAC	500,00 €
CALL	15 000,00 €
CLAAAL	10 000,00 €
USEP ECOLE LANDIRAS	1 500 €
COMITE DE JUMELAGE	8 000 €
ANCIENS COMBATTANTS	250,00 €
AGRL	2 000,00 €
ARTS ET GOURMANDISES	1 000,00 €
ASSO DES PARENTS D'ELEVES	1 500,00 €
CLUB CANIN ENTRE DEUX MERS	500,00 €
CLUB KARATE DO SHITO	500,00 €
EARL LES ECURIES DU VAL DE TURSAN	500,00 €
GYM'LAND	500,00 €
JARDINS DE TOMATES	1 000,00 €
LA FESTIVE	4 000,00 €
LA FRATERNELLE	13 000,00 €
LA MENONNAISE	2 000,00 €
LE CERCLE	1 000,00 €
LES AMIS DE L'EGLISE	500,00 €
RAYON VERT LANDIRANAIS	2 000,00 €
SOCIÉTÉ DE CHASSE	500,00 €
AS COLLEGE PODENSAC	500,00 €
TOTAL	66 450,00 €

ASSOCIATIONS

TOTAL GLOBAL DES SUBVENTIONS ATTRIBUEES
mandatées au compte 65748..... 66 450,00 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

DÉCIDE d'attribuer les subventions susmentionnées.

PRÉCISE que ces sommes seront inscrites au budget 2025.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

Madame FAUVEL regrette que les Arts Bleus, qui n'ont déjà pas participé à la fête de la musique l'an passé, aient annoncé la veille du conseil qu'ils ne participeraient pas non plus à l'édition 2025.

Le conseil municipal décide de suspendre le vote de leur subvention jusqu'à ce qu'ils soient reçus par le Maire et la Présidente du CLAAAL pour de plus amples explications. Proposition est faite de réduire la subvention si l'association ne participe pas à la fête de la Musique.

Réf. 2025009 : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU RUGBY CLUB DE BOUENI

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1111-1,

Vu la demande de subvention exceptionnelle présentée par l'association du Rugby Club de Bouéni,

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la demande de subvention exceptionnelle formulée par Rugby Club de Bouéni à la suite du passage du cyclone CHIDO, qui a dévasté l'île de Mayotte. Monsieur le Maire précise que le Responsable sportif et éducatif du club est Landiranaï.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de verser 500 € au Rugby Club de Bouéni.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

DÉCIDE d'attribuer une subvention exceptionnelle de 500 € au Rugby Club de Bouéni.

PRÉCISE que cette somme sera inscrite au budget 2025.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

Réf. 2025010 : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CCAS DE LANDIRAS

Vu la commission Finances en date du 07 avril 2025,

Considérant la préparation budgétaire 2025 et les besoins constatés,

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) est un établissement public administratif, dirigé par un conseil d'administration présidé par le Maire.

Afin de permettre au CCAS de continuer à mettre en œuvre et développer sa politique d'action sociale sur le territoire de la commune, il est proposé de lui attribuer une subvention générale de fonctionnement d'un montant de 40 000 € au titre de l'exercice 2025.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

DÉCIDE d'attribuer une subvention de 40 000 € au CCAS.

PRÉCISE que cette somme sera inscrite au budget 2025.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

Monsieur GIROIRE explique que des bénéficiaires avec d'importants plans d'aides sont décédés ou

ont quitté le service. Il en a résulté une baisse conséquente des recettes. Il présente le projet de conventionnement de la commune pour proposer le service d'Aides à Domicile de Landiras aux communes limitrophes. Budos et Saint-Michel-de-Rieufret ont accepté cette proposition, avec une application au 1^{er} juillet.

Réf. 2025011 : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A LA DFCI DE LANDIRAS

Vu la commission Finances en date du 07 avril 2025,

Considérant la préparation budgétaire 2025 et les besoins constatés,

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la commune verse annuellement une subvention à la DFCI et propose de verser la somme de 2 000 € pour l'exercice 2025.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

DÉCIDE d'attribuer une subvention de 2 000 € à la DFCI de Landiras.

PRÉCISE que cette somme sera inscrite au budget 2025.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

Réf. 2025012 : BUDGET PRINCIPAL – FISCALITE DIRECTE LOCALE 2025

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les taux de fiscalité directe locale votés en 2024, à savoir :

TAXES	TAUX
Taxe Foncière bâties (TFB)	34,23 %
Taxe Foncière non bâties (TFNB)	48,39 %
Taxe d'habitation (TH)	8,86 %

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de maintenir ces taux pour l'année 2025.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

VOTE les taux suivants pour l'année 2025 :

TAXES	TAUX
Taxe Foncière bâties (TFB)	34,23 %
Taxe Foncière non bâties (TFNB)	48,39 %
Taxe d'habitation (TH)	8,86 %

Pour un produit attendu de 1 240 589 €.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente

délibération.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Ce point est reporté à une séance ultérieure.

Réf. 2025013 : BUDGET PRINCIPAL – VOTE DU BUDGET PRINCIPAL 2025

Vu le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget communal,

Vu l'instruction comptable M57 applicable aux communes,

Vu l'avis de la commissions Finances du 07 avril 2025,

Vu la délibération n°2025006 en date du 14 avril 2025 adoptant le compte administratif de l'année 2024,

Vu la délibération n°2025007 en date du 14 avril 2025 approuvant l'affectation des résultats 2024,

Madame BARADUC présente au conseil municipal le budget primitif communal 2025.

Il est proposé de voter le budget par chapitre en fonctionnement et par opérations en investissement.

Le budget primitif communal 2025 s'équilibre comme suit :

- **FONCTIONNEMENT : 2 985 000,00 €**

- **INVESTISSEMENT : 2 505 000,00 €**

<u>FONCTIONNEMENT DÉPENSES</u>	<u>BP 2025</u>
CHAPITRE 011 : CHARGES A CARACTERE GENERAL	936 528,76 €
CHAPITRE 012 : CHARGES DE PERSONNEL	1 323 000,00 €
CHAPITRE 023 : VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT.	339 771,24 €
CHAPITRE 042 : OPERATIONS D'ORDRE ENTRE SECTIONS.	5 000,00 €
CHAPITRE 65 : AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	338 700,00 €
CHAPITRE 66 : CHARGES FINANCIERES	16 000,00 €
CHAPITRE 67 : CHARGES EXCEPTIONNELLES	25 000,00 €

CHAPITRE 68 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	1 000,00 €
TOTAL	2 985 000,00 €

<u>FONCTIONNEMENT RECETTES</u>	<u>BP 2025</u>
CHAPITRE 002 : RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE	670 445,24 €
CHAPITRE 013 : ATTENUATIONS DE CHARGES	12 000,00 €
CHAPITRE 70 : PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES	211 528,76 €
CHAPITRE 73 : IMPOTS ET TAXES	802 052,00 €
CHAPITRE 731 : IMPOSITIONS DIRECTES	565 200,00 €
CHAPITRE 74 : DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	678 770,00 €
CHAPITRE 75 : AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	42 500,00 €
CHAPITRE 76 : PRODUITS FINANCIERS	4,00 €
CHAPITRE 77 : PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 500,00 €
TOTAL	2 985 000,00 €

<u>INVESTISSEMENT DÉPENSES</u>	<u>BP 2025</u>
OPFI : OPERATION FINANCIERE	875 628,87 €
OP. 124 : TRAVAUX VOIRIE RURALE	479 784,00 €
OP. 131 : TRX ECLAIRAGE PUBLIC	89 794,87 €
OP. 137 : TRAVAUX EGLISE	29 068,31 €
OP. 141 : TRX GROUPE SCOLAIRE	45 500,00 €
OP. 145 : SIGNALISATION	11 204,99 €
OP. 400 : ACQUISITION MATERIEL/MOBILIER	33 556,09 €
OP. 401 : ACQUISITIONS FONCIERES	154 160,00 €
OP. 432 : RESTRUCTURATION BATIMENTS COMMUNAUX	44 919,54 €
OP. 460 : CLUB HOUSE STADE MUNICIPAL	55 952,00 €
OP. 467 : TRX DE PEINTURES EXTERIEURES SUR BATIMENTS	10 287,12 €

OP. 468 : AMENAGEMENT DES MILIEUX BOISES	35 000,00 €
OP. 469 : TRX AMENAGEMENT ENTREE RD 11 DE MENON	455 544,21 €
OP. 471 : EQUIPEMENT ECOLE	11 100,00 €
OP. 472 : SCHEMA DIRECTEUR DES RISQUES D'INONDATION	30 000,00 €
OP. 474 : RESEAUX DIVERS	100 000,00 €
OP. 475 : SÉCURITÉ / PCS	43 500,00€
TOTAL	2 505 000,00 €

<u>INVESTISSEMENT RECETTES</u>	<u>BP 2025</u>
OPFI : OPERATION FINANCIERE	1 421 674,90 €
OP. 124 : TRAVAUX VOIRIE RURALE	515 000,00 €
OP. 426 : REHABILITATION DAGUT	125 315,10 €
OP. 456 : TRAVAUX CHAPELLE DE BRAX	9 908,00 €
OP. 469 : TRX AMENAGEMENT ENTREE RD 11 DE MENON	433 102,00 €
TOTAL	2 505 000,00 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

APPROUVE le budget primitif communal 2025.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

Monsieur CLERC regrette que pour le programme du PCS, l'acquisition d'un véhicule de type 4x4 n'ait pas été retenu car il faudra justifier des moyens de déplacement quand on fera le point.

Monsieur le Maire regrette que nous n'ayons pas reçu l'intégralité de la subvention du département.

Monsieur TRENIT précise qu'un véhicule de ce type devrait être affecté aux Services techniques.

Réf. 2025014 : SOLLICITATION D'UNE SUBVENTION AU TITRE DE LA DETR 2025

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2334-32 à L.2334-39 et R.2334-19 à R.2334-35,

Vu la circulaire relative à la Dotation d'équipement des territoires ruraux 2025,

Monsieur le Maire rappelle que la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), résulte de la fusion de la dotation globale d'équipement des communes et de la dotation de développement rural.

Cette dotation vise à subventionner les dépenses d'équipement des communes et groupements de communes, situés essentiellement en milieu rural.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'asseoir cette demande sur le projet d'aménagements de sécurité.

Les aménagements retenus sont les suivants :

- Bordures Virage Artigues RD 11,
- Bordures sur Ilots RD 11- RD 125 et carrefour voie communale les Claousets,
- Voie communale - Cassan- entrées,
- Réparation sur RD – regard,
- Cheminement près salle communale,
- Cheminement depuis la pharmacie vers lotissement,
- Réfection chaussée à Batsères,
- Réfection chaussée à Tanon,
- Réfection chaussée à Lucat.

Pour un montant total de 390 195,00 HT (468 234,00 TTC).

Monsieur le Maire présente le plan de financement provisoire :

DETR	97 548,75 €	25 %
Autofinancement	255 636,41 €	75 %

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

APPROUVE l'opération d'aménagement de sécurité en 2025.

APPROUVE le plan de financement provisoire.

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter les subventions.

AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer les démarches et signer les documents techniques et financiers nécessaires à la mise en place du projet.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

**Réf. 2025015 : DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA RESTAURATION DU VITRAIL N° 4 DE L'ÉGLISE
SAINT-MARTIN**

Madame BARADUC rappelle au conseil municipal que l'église Saint-Martin de Landiras nécessite des travaux de restauration. Une partie de l'église étant inscrite aux monuments historiques, ces travaux peuvent faire l'objet d'une subvention de la DRAC.

Les vitraux 1, 2 et 3 qui présentaient les marques d'usures les plus importantes, ont été restaurés.

Le quatrième vitrail nécessite également une restauration.

Madame BARADUC présente le devis relatif à cette restauration d'un montant de 8 583 € HT

(10 299,60 € TTC) et précise que les services de la DRAC ont été sollicités. L'aide relative à la restauration de ce vitrail a été notée et une proposition financière doit être transmise à la commune prochainement.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

APPROUVE l'opération de restauration du vitrail n°4.

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter les subventions et à effectuer les démarches nécessaires à la mise en place du projet.

PRÉCISE que le plan de financement sera établi lors de la transmission de la proposition financière

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

Réf. 2025016 : DEMANDE DE SUBVENTION A LA CDC CONVERGENCE GARONNE POUR UN SPECTACLE DANS LE CADRE DES « SCENES D'ETE 2025 »

Vu la programmation faite par la commune dans le cadre des spectacles « Scènes d'Été 2025 » permettant la diffusion d'une création présentée par :
-la compagnie « Astropophe » pour la représentation : « Le Gros crépuscule » organisée le 28 août 2025 à la Chapelle de Brax pour un coût de 1 260 €.

Considérant que la Communauté de communes Convergence Garonne peut subventionner ce spectacle,

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de solliciter la CDC Convergence Garonne pour une subvention.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

SOLLICITE le soutien financier de la CDC Convergence Garonne pour la diffusion du spectacle « Le Gros crépuscule ».

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous documents afférents à ce dossier.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

Réf. 2025017 : PLUI - ACTUALISATION DU DEBAT SUR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD)

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5214-1 et suivants,

Vu la loi n° 2010-874 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (ENE), dite Grenelle II,

Vu les dispositions de la loi ALUR n°2014-366 du 24 mars 2014 relative au transfert de compétence

d'urbanisme aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale,

Vu les dispositions de la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 dite loi ELAN (Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique) qui a pour objet d'améliorer l'accès au logement et de favoriser un meilleur cadre de vie et une meilleure mixité sociale en aménageant le territoire,

Vu la loi n° 2019- 1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité encourage les citoyens à s'engager dans la vie publique,

Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 dite « Loi Climat et Résilience » et la loi complémentaire n° 2023-630 du 20 juillet 2023 dite « Loi ZAN »,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-5 et L.153-12,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale Sud Gironde approuvé le 18 février 2020,

Vu la délibération de prescription du PLUI n°2017/210 du 28 juin 2017 complétée par la délibération modificative 2018/191 du 26 septembre 2018,

Vu le premier débat sur le PADD du PLUi en date du 22 juin 2021,

Vu le Projet d'Aménagement et de Développement Durables annexé,

Monsieur le Maire rappelle que l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal, prescrit le 28 juin 2017 vise à couvrir l'ensemble du territoire de la communauté de communes en se fondant sur les objectifs suivants :

- Aménager l'espace tout en préservant les espaces agricoles et paysagers et en favorisant l'implantation d'équipements publics,
- Accentuer l'effort de production, de réhabilitation et de diversification de l'offre d'habitat, en cohérence avec les prescriptions du SCoT, avec le souci d'économiser le foncier,
- Développer les possibilités d'accueil de nouvelles entreprises et faciliter le développement des entreprises existantes,
- Permettre le déploiement de l'offre touristique liée aux richesses patrimoniales, culturelles, fluviales, paysagères viticoles, agricoles et forestières,
- Préserver les milieux naturels et la mise en valeur de la richesse paysagère par la traduction du concept de trame, verte, bleue et pourpre,
- Placer l'eau comme un enjeu transversal important en matière de risque d'inondation, de préservation des zones humides, de gestion de la ressource,
- Définir une stratégie de mobilité communautaire respectueuse de l'environnement, combinant l'ensemble des modes de déplacements d'habitat et de développement économique,
- Traduire les enjeux du PLUi en respectant les prescriptions du SCoT du Sud Gironde.

L'article L153-12 du Code de l'urbanisme prévoit qu'un débat doit avoir lieu au sein du conseil municipal sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme.

Après un travail avec un premier groupement de prestataires ayant débouché sur un diagnostic territorial et sur un projet de PADD, celui-ci a été débattu une première fois en séance de conseil municipal le 22 juin 2021.

Suite à l'arrêt du travail par le groupement d'étude et à l'évolution importante du contexte

règlementaire, un nouveau prestataire a été recruté afin d'engager un travail de mise à jour du projet et d'accompagnement de la démarche d'élaboration.

Sur la base de nouveaux textes, et notamment de la loi climat résilience d'août 2021, la reprise du PADD lors d'ateliers de travail en CUI a permis de proposer un projet modifié, notamment dans ses objectifs, nécessitant un nouveau débat.

Monsieur le Maire ouvre le débat en rappelant les orientations générales, les objectifs et les principaux points d'évolution depuis le premier débat.

Les orientations générales sont :

Diversifier les emplois sur des secteurs économiques stratégiques du territoire

- Objectif 1 : Développer l'économie locale et diversifier les emplois suivant les spécificités locales,
- Objectif 2 : Redynamiser les activités économiques au sein du tissu des bourgs,
- Objectif 3 : Diversifier l'économie liée aux activités de production,
- Objectif 4 : Soutenir et développer les activités de production viticole, agricole et forestière,
- Objectif 5 : Diversifier et renforcer l'économie touristique,
- Objectif 6 : Tendre vers un équilibre entre activités économiques (notamment extraction de matériaux) et cadre de vie.

Retrouver la maîtrise du développement urbain en réaffirmant l'identité rurale pour un mieux vivre ensemble

- Objectif 7 : Renforcer l'organisation du territoire en réaffirmant sa structuration supra- et infra-communale,
- Objectif 8 : Renforcer la capacité d'accueil de la population par le développement et la diversification de l'offre de logements,
- Objectif 9 : Affirmer une stratégie urbaine tournée vers l'urbanisme de proximité,
- Objectif 10 : Remettre l'identité du territoire au cœur des modes d'urbaniser et d'aménager le territoire,
- Objectif 11 : Le cadre de vie comme mode d'aménager,
- Objectif 12 : Lutter contre la consommation d'espace,
- Objectif 13 : Renforcer l'offre de mobilité dans une logique de multimodalité.

Les principaux points d'évolution sont :

- la prise en compte du SCoT en cours de révision,
- la définition de l'identité rurale du territoire,
- la précision portée sur l'armature territoriale et sur les centralités,
- la répartition du projet sur l'ensemble de cette armature,
- la prise en compte de l'œnotourisme et du tourisme liée à la Garonne dans le projet,
- la reprise des objectifs liés à la préservation de l'environnement et de la ressource en eau,
- la mise à jour de la stratégie liée aux énergies renouvelables,
- la mise à jour des objectifs chiffrés de modération de consommation foncière et de production de logements.

Il rappelle pour conclure les ambitions affichées et justifiées dans ce PADD, à savoir la définition de la modération de consommation foncière à 101 ha pour la durée du projet de PLUi (2025-2035), afin de respecter la trajectoire ZAN issue de la loi climat résilience et transcrite par le SRADDET Nouvelle Aquitaine. Ce total s'applique pour tous les domaines (habitat, économie, équipements et infrastructures) et ne tient pas compte de la rétention foncière ou des marges allouées par la circulaire

ministérielle du 31 janvier 2024, permettant un dépassement de 20 % de cet objectif.

La production de 2100 logements durant la période 2025-2035, tout en limitant la consommation foncière liée à l'habitat à 63 ha, dans le respect du SCoT et de la loi climat-résilience. Ces ambitions sont de plus accompagnées d'une stratégie de répartition de ces logements, afin de répondre aux enjeux d'offre d'habitat, de respect du cadre de vie et de l'identité rurale, de confortement de l'armature territoriale, et de dynamisation de toutes les économies de la communauté de communes

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

PREND ACTE du débat organisé en son sein sur les orientations générales du PADD du PLUi de la communauté de communes Convergence Garonne.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

Réf. 2025018 : REVERSEMENT DU PRODUIT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT SUR LES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.331-1 à L.331-17,

Vu le Code général des impôts et notamment ses articles 1379 16° et 1635 quater A,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la communauté de communes Convergence Garonne, et notamment sa compétence en matière de création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité économiques,

Considérant qu'il convient de définir le cadre de reversement de la taxe d'aménagement pour les communes du territoire l'ayant institué, sur le fondement de la compétence « Actions de développement économique » et compte tenu de l'intervention de la communauté de communes en la matière.

Considérant que la CDC est compétente sur les zones d'activités économiques suivantes :

- ZA Coudannes à Landiras,
- ZA Pays de Podensac à Illats et Cérons,
- ZA Boisson à Béguey et Rions,
- ZA La Piastre à Preignac.

Considérant que les investissements sur ces zones sont portés intégralement par la CDC, il est proposé d'instaurer le reversement à 100% de la part communale perçue sur les zones d'activités économiques communautaires,

Considérant que seront concernées les sommes perçues par les communes à compter du 1er janvier 2025,

Considérant le projet de convention ci-annexé, précisant les modalités de reversement,

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la taxe d'aménagement (TA) est établie sur la construction, la reconstruction, l'agrandissement des bâtiments et aménagements de toute nature nécessitant une autorisation d'urbanisme (permis de construire, permis d'aménager, autorisation préalable).

C'est une taxe unique composée de 2 parts (communale et/ou intercommunale et départementale), chaque part étant instaurée par délibération de l'autorité locale.

Les communes de la communauté de communes perçoivent le produit de la taxe d'aménagement applicable à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme sur le territoire communal.

L'article 1379 du Code général des impôts prévoit que sur délibérations concordantes, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et du conseil municipal de la commune membre intéressée, la commune peut reverser tout ou partie de la taxe à l'établissement public de coopération intercommunale, compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, de sa compétence.

La CDC exerce la compétence relative à l'aménagement des zones d'activités, il lui revient donc la charge totale des équipements publics et des aménagements situés sur celles-ci.

Afin de permettre à la communauté de communes de poursuivre ses aménagements de zones d'activités, en bénéficiant de ressources financières dédiées, il est convenu du reversement à la CDC de la totalité du produit de la taxe d'aménagement perçue par la commune sur les parcelles situées dans les périmètres :

- ZA Coudannes à Landiras,
- ZA Pays de Podensac à Illats et Cérons,
- ZA Boisson à Béguey et Rions,
- ZA La Piastre à Preignac.

La présente convention précise les modalités de reversement de la part communale de la taxe d'aménagement entre les communes concernées et la communauté de communes. Ce reversement nécessite en effet des délibérations concordantes des communes concernées.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

REFUSE le reversement de 100 % de la part communale de la taxe d'aménagement perçues par les communes concernées par les périmètres des zones d'activités économiques communautaires tel que ci-exposé.

PROPOSE le reversement de 50 % de la part communale de la taxe d'aménagement perçues par les communes concernées par les périmètres des zones d'activités économiques communautaires tel que ci-exposé.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention ci-annexée si le taux de reversement est modifié.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

Madame BARADUC rappelle qu'effectivement il avait été discuté par le passé d'un versement à 50 % étant donné qu'il reste à la commune certains frais comme ceux des études de permis de construire.

Monsieur TRENIT confirme qu'une proposition à 100 % n'a pas été discutée en commission.

Réf. 2025019 : GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LA PREPARATION ET LA FOURNITURE DE REPAS AU RESTAURANT SCOLAIRE ET A L'ACCUEIL DE LOISIRS

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la commande publique,

Considérant que la commune de LANDIRAS et la communauté de communes Convergence Garonne visent des réalisations similaires, pour la fourniture et la préparation de repas au restaurant scolaire et à l'accueil de loisirs de LANDIRAS,

Considérant que dans le cadre de cette prestation, il y a lieu de lancer un marché public,

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la commune et la communauté de communes Convergence Garonne visent des réalisations similaires pour la préparation et la fourniture de repas au restaurant scolaire et à l'accueil de loisirs de LANDIRAS. Il est donc proposé de constituer un groupement de commandes ayant pour objectif de mutualiser la fourniture de repas, pour les besoins de la commune de LANDIRAS sur le temps communal et de la communauté de communes Convergence Garonne pour le temps d'Accueil de Loisirs.

Ce groupement de commandes doit faire l'objet d'une convention constitutive.

Afin de faciliter la démarche des deux collectivités, la commune de LANDIRAS se propose d'assurer le rôle de coordonnateur au sein de ce groupement.

Les deux collectivités choisiront un prestataire unique. Les actes d'engagement et les Bordereaux des Prix Unitaires seront propres à chaque collectivité.

Une commission d'appel d'offres du groupement de commandes est formée conformément à l'article L.1414-3 du CGCT composé :

- du Maire de la commune ou de son représentant, qui présidera la Commission,
- d'un représentant élu de la commune,
- d'un représentant élu de la Communauté de communes.

Chaque membre du groupement désignera un représentant titulaire et suppléant pour le représenter au sein de la CAO du groupement.

Chaque collectivité assure pour ce qui la concerne, de la bonne exécution du marché.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

ADHÈRE au groupement de commandes pour la fourniture et la préparation de repas au restaurant scolaire et à l'accueil de loisirs de LANDIRAS.

DIT que la commune de LANDIRAS, membre du groupement de commandes pour la fourniture de

repas, sera coordonnateur.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de groupement de commandes, ainsi que tous les actes afférents.

DÉSIGNE pour siéger au sein de la Commission d'Appel d'Offres instaurée dans le cadre du groupement de commandes de restauration scolaire :

- Madame MENERET Valérie en tant que titulaire,
- Madame D'ISOARD DE CHENERILLES Catherine en tant que suppléante.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

Réf. 2025020 : LANCEMENT D'UNE PROCEDURE D'APPREHENSION DE BIENS SANS MAITRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment ses articles L.1123-1 et suivants,

Vu le Code Civil, notamment son article 713,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 et la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 portant sur les biens sans maître,

Vu la circulaire interministérielle du 8 mars 2006 relative aux immeubles sans maître,

Vu l'instruction technique 2015-1044 du 3 décembre 2015,

Vu la délibération n°2024055 en date du 17 décembre 2024 relative au transfert de biens de section,

Monsieur le Maire et Monsieur DULOU rappellent au conseil municipal que la commune a lancé une procédure de transfert de biens de section de commune pour les biens suivants :

- Section d'Arrougeys (parcelle cadastrée E 793),
- Section d'Artigues (parcelles cadastrées D 103, 179, 197, 198, 248 et 1884),
- Section de Bouan (parcelles cadastrées A 185, 200, 277, 278 et 497),
- Section de Cabiros (parcelles cadastrées E 701 et 709),
- Section de Maron (parcelles cadastrées F 240, 244 et 256),
- Section de Pelote (parcelle cadastrée E 544),
- Section de Reney (parcelles cadastrées C 517 et 999).

Après échange avec les services de la DGFIP et de la Préfecture, il ressort que la procédure d'appréhension des biens sans maître est plus appropriée pour transférer ces parcelles dans le domaine communal.

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la réglementation applicable aux biens sans maître, notamment en ce qu'elle attribue la propriété de ces biens à la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés depuis la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales.

Aux termes de l'art. L. 1123-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens sans maître se définissent comme :

- 1 Des biens dont le **propriétaire est connu** mais **décédé depuis plus de trente ans**, sans héritier, ou en laissant des héritiers n'ayant pas accepté la succession.
- 2 Des immeubles qui n'ont **pas de propriétaire connu**, qui sont assujettis à la **Taxe Foncière des Propriétés Bâties** (TFPB) et pour lesquels l'impôt foncier n'a pas été payé (ou payé par un tiers ou en-dessous du seuil de recouvrement) depuis plus de trois ans.
- 3 Les immeubles qui n'ont **pas de propriétaire connu**, qui sont assujettis à la **Taxe Foncière des Propriétés Non Bâties** (TFPNB) et pour lesquels l'impôt foncier n'a pas été payé (ou payé par un tiers ou en-dessous du seuil de recouvrement) depuis plus de trois ans.

Il est ici précisé qu'une procédure d'appréhension est prévue pour chacune de ces catégories de biens. La procédure est détaillée aux articles L. 1123-2 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques, laquelle impose notamment de diligenter une enquête préalable relative à la propriété desdits biens et de s'acquitter de mesures de publicité obligatoires.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de l'autoriser à entreprendre toutes démarches et formalités administratives nécessaires pour vérifier la vacance de ces biens et engager la procédure d'appréhension de ces biens sans maître.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

DONNE son accord pour l'ouverture de la procédure de vérification afférente aux parcelles présumées sans maître énumérées ci-dessus en vue de pouvoir les incorporer dans le domaine communal.

AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches administratives nécessaires à cette fin.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

Réf. 2025021 : AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE SERVITUDE AVEC TERÉGA

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la demande de la société TERÉGA de bénéficier d'une convention de passage afin d'accéder aux ouvrages exploités sur le chemin rural n°127 entre les parcelles cadastrées G 1016 et G 1026.

La servitude ainsi consentie au profit de TERÉGA, s'étend sur une largeur de 10 mètres tel que défini par la réglementation et permet au personnel de TERÉGA et à toute entreprise mandatée :

-d'accéder au terrain pour les travaux nécessaires à l'exploitation, la surveillance, l'entretien, la réparation, l'enlèvement de tout ou partie de la (des) canalisation(s) existante(s) et des ouvrages accessoires techniques,

-d'enterrer à profondeur et conditions réglementaires une ou plusieurs canalisations en une ou plusieurs fois, ainsi que leurs accessoires techniques,

-de procéder aux débroussaillages, abattages ou essouchements des arbres ou arbustes dans cette

même bande de terrain.

Après que Monsieur TRENIT ait expliqué le processus de déplacement de la canalisation de gaz pour éviter les vibrations dues à la LGV, Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'accepter la servitude de passage et d'autoriser la signature de la convention.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

ACCORDE la servitude de passage à la société TERÉGA.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention et tous documents afférents à ce dossier.

Vote

Pour 0 Contre 17 Abstention 0

Monsieur CLERC précise que l'ancienne canalisation restera enfouie et cela interdira donc tout usage de cet espace : il le regrette.

Réf. 2025022 : PROPOSITION DE LOCATION D'UN TERRAIN COMMUNAL POUR L'INSTALLATION D'UN PYLONE DESTINE AUX TELECOMMUNICATIONS

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal des échanges avec la société SYSTRA FONCIER mandatée par HIVORY qui recherche un terrain en vue de l'implantation d'un pylône multi-opérateurs.

Après étude des différentes possibilités, la parcelle cadastrée section D n° 1634 appartenant à la commune paraît répondre aux différents critères.

Afin de poursuivre les études sur cette parcelle, cette société a fait une proposition de location d'une surface d'environ 160 m², pour un loyer annuel de 4 000 euros.

Après ces explications, Monsieur le Maire propose de louer une partie de la parcelle D n° 1634, sous réserve de la validation radio et des différentes démarches administratives.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

ACCEPTE la proposition de location de la société SYSTRA FONCIER mandatée par HIVORY.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette location dont l'ensemble des frais sera supporté par le preneur (frais de géomètre, ...).

Vote :

Pour 12 Contre 5 Abstention 0

Madame BOLMONT demande si c'est suffisamment éloigné des habitations, pour éviter les répercussions sur les gens sensibles.

Monsieur TRENIT trouve abusif que FREE s'implante partout et oblige les autres à s'installer sur ses pylônes.

D'autre part il regrette que le plan d'implantation sur les zones blanches ne soit pas respecté (ex :

Manine).

Réf. 2025023 : ÉCHANGE DE PARCELLES SANS SOULTE AVEC MONSIEUR LAPOUGE

Monsieur le Maire rappelle que par l'intermédiaire de M. DULOU la commune a engagé une concertation avec Monsieur LAPOUGE afin de procéder à l'échange de l'une de ses parcelles avec des parcelles communales.

Monsieur le Maire présente la proposition d'échange sans soulte :

Cession d'une parcelle à la commune par Monsieur LAPOUGE

Parcelle F 996 : 22 a 91 ca pour une valeur estimée de 370 €

Cession d'une parcelle à Monsieur LAPOUGE par la commune

Parcelle H 1775 : 4 a 36 ca pour une valeur estimée de 48 €

Parcelle C 83 : 19 a 50 ca pour une valeur estimée de 322 €

Pour une valeur totale estimée de 370 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

DÉCIDE d'acquérir la parcelle F 996 appartenant à Monsieur LAPOUGE par échange sans soulte.

DÉCIDE de céder les parcelles H 1775 et C 83 appartenant à la commune, par échange sans soulte.

CHARGE l'office notarial SELARL DUBOST de mener à bien cette opération.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte et tous documents relatifs à cette affaire.

PRÉCISE que les frais, droits et émoluments relatifs à cet échange seront divisés entre la commune et Monsieur LAPOUGE.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

Réf. 2025024 : ACQUISITION DES PARCELLES CADASTREES B 10, B 11, B 13, B 937 ET D 123

Vu l'article L.2241-1 du code général des collectivités territoriales relatif à la gestion des biens et aux opérations immobilières,

Vu l'article L.1111-1 du code général de la propriété des personnes publiques relatif aux acquisitions amiables,

Vu l'article L.1211-1 du code général de la propriété des personnes publiques, et les articles L.1311-9 et L.1311-10 du code général des collectivités territoriales relatifs à la consultation préalable de l'autorité compétente de l'Etat dans le cadre d'opérations immobilières,

Vu l'article L.1212-1 du code général de la propriété des personnes publiques relatif à la passation des actes,

Monsieur le Maire fait part de la proposition de l'indivision DARRACQ à Monsieur DULOU de céder à la commune les parcelles suivantes et figurant sur les plans ci-annexés et présentés aux élus par Monsieur DULOU.

LE GRAND VACANT

-Parcelle cadastrée section D numéro 123 d'une superficie de 5 880 m².

LE GRAND POUJEAU

- Parcelle cadastrée section B numéro 6 d'une superficie de 10 650 m²,
- Parcelle cadastrée section B numéro 7 d'une superficie de 9 050 m²,
- Parcelle cadastrée section B numéro 10 d'une superficie de 1 900 m²,
- Parcelle cadastrée section B numéro 13 d'une superficie de 5 100 m²,
- Parcelle cadastrée section B numéro 937 d'une superficie de 4 900 m².

Soit une superficie totale de 37 840 m² pour la somme de 7 000 €.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

DÉCIDE d'acquérir les parcelles cadastrées D 123, B 6, B 7, B 10, B 13 et B 937, d'une superficie totale de 37 840 m², propriétés de l'indivision DARRACQ, moyennant la somme de 7 000 €.

CHARGE l'office notarial SELARL DUBOST de mener à bien cette opération.

PRÉCISE que les frais, droits et émoluments relatifs à cette acquisition sont à la charge de la commune.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte et tous documents relatifs à cette affaire.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

Madame FAUVEL demande quel est l'intérêt de ces acquisitions pour la commune. Monsieur DULOU et Madame BARADUC expliquent qu'une commune forestière doit se doter de forêts pour parier sur l'avenir et procurer des recettes futures.

Réf. 2025025 : DEFENSE DE NOS TRADITIONS SUITE A LA DECISION DE LA COMMISSION EUROPEENNE DE SAISIR LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPEENNE D'UN RECOURS EN MANQUEMENT CONTRE LA FRANCE CONCERNANT LA REGLEMENTATION DE LA CHASSE DU PIGEON RAMIER (PALOMBE) AU FILET

Vu la directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la conservation des oiseaux sauvages (directive « Oiseaux »),

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 424-4, R. 424-9 et R. 424-9-1,

Vu l'arrêté ministériel du 25 septembre 2007 relatif aux conditions de chasse des colombidés dans le département de la Gironde,

Considérant la décision de la commission européenne de saisir la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours contre la France pour non-respect des dispositions relatives à la chasse de la directive « Oiseaux », en particulier ses articles 8 et 9, risquant ainsi de mettre fin à la chasse traditionnelle de la palombe (pigeon ramier) en palombière,

Considérant l'incompréhension que suscite cette décision communautaire compte tenu du caractère ancestral de cette activité, de son antériorité par rapport aux dispositions communautaires elles-mêmes, et de l'interprétation faite aujourd'hui de ces dispositions par la commission européenne pour faire condamner cette activité,

Considérant que la palombe (pigeon ramier) connaît aujourd'hui une véritable explosion démographique au point de constituer un risque important pour l'agriculture obligeant le préfet de la Gironde à prendre annuellement un arrêté permettant la destruction du pigeon ramier (palombe) sur l'ensemble du département,

Considérant l'importance et l'attachement de nos populations à cette pratique, développée au sein de notre réseau associatif local, porteuse de valeur de vivre ensemble,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

DEMANDE instamment que le Premier ministre intervienne en défense sur ce dossier auprès de la commission européenne pour s'opposer à la saisine de la Cour de Justice de l'Union Européenne.

DEMANDE que la stratégie de défense soit construite en collaboration avec les services du ministère de Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la pêche, et de la Fédération départementale des chasseurs de la Gironde.

ET DANS CETTE ATTENTE,

ÉMET un avis défavorable sur la décision de la commission européenne de remettre en cause la chasse du pigeon ramier (palombe) au filet.

APPORTE un soutien sans réserve en faveur de la chasse de la palombe au filet en palombière, activité cynégétique ancestrale pratiquée au cœur de nos territoires.

DIT être solidaire de l'ensemble des communes qui émettront un même avis.

Vote

Pour 16 Contre 0 Abstention 1

Monsieur TRENIT précise que de mauvaises explications ont été données à la Commission Européenne sur la pratique alors qu'elle est très réglementée. En effet, c'est la pratique au filet qui est en cause et pas celle au fusil. Il rappelle que c'est une pratique ancestrale et qu'en l'attaquant, on s'attaque à notre propre identité.

**Réf. 2025026 : AUTORISATION DE SIGNATURE AVEC LE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE D'UNE
CONVENTION RELATIVE AUX MISSIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE APORTEES PAR LE
DEPARTEMENT DE LA GIRONDE POUR LA GESTION DES SERVICES PUBLICS D'EAU POTABLE ET
D'ASSAINISSEMENT**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que le Département de la Gironde met à disposition une assistance technique dans le domaine de l'Eau Potable, de l'Assainissement et de la Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des inondations dont la commune peut bénéficier.

La réalisation de cette mission d'assistance suppose l'approbation par les deux parties d'une convention définissant l'offre de services de l'assistance technique, l'engagement de chaque partie, ainsi que la contribution financière.

L'assistance technique peut porter sur :

- l'élaboration du Rapport annuel sur le Prix et la Qualité de Service prévu à l'Article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et la transmission des données par voie électronique au Système d'Information (SISPEA) prévu par l'Article L.131-9 du Code de l'Environnement,
- la visite des ouvrages des systèmes de production, de traitement et de distribution de l'Eau Potable et des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées dans le cadre de l'Article R.3232-1.2 Paragraphe II alinéas 1° et 7,
- le suivi annuel des engagements contractuels du délégataire ou des engagements de la régie d'exploitation,
- l'assistance à la négociation d'avenants au contrat de délégation,
- l'accompagnement aux opérations de renouvellement d'un contrat de délégation, y compris opérations de fin de contrat.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de confier cette assistance technique au Département de la Gironde et d'autoriser la signature de la convention.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

DÉCIDE de confier l'assistance technique dans le domaine de l'Eau Potable, de l'Assainissement et de la Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des inondations au Département de la Gironde.

RETIENT les missions d'élaboration du Rapport annuel sur le Prix et la Qualité de Service prévu à l'Article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et la transmission des données par voie électronique au Système d'Information (SISPEA) prévu par l'Article L.131-9 du Code de l'Environnement, de visite des ouvrages des systèmes de production, de traitement et de distribution de l'Eau Potable et des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées dans le cadre de l'Article R.3232-1.2 Paragraphe II alinéas 1° et 7 et de suivi annuel des engagements contractuels du délégataire ou des engagements de la régie d'exploitation,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention et tous documents afférents à ce dossier.

Vote

Pour 17 Contre 0 Abstention 0

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le Maire invite les élus à l'apéritif offert pour le départ des contingents militaires accueillis sur la commune depuis 4 semaines.

Madame De CHENERILLES regrette de ne pas avoir été avertie de leur présence et de leurs exercices d'autant qu'ils ont puisé l'eau sur le lac de Troupins (propriété privée) sans se signaler.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h48.